

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/De-la-Charte-democratique-au-droit-d-ingerence-des-Etats-Unis>

De la Charte démocratique au droit d'ingérence des Etats-Unis

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Date de mise en ligne : mercredi 24 mars 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Jim Cason, David Brooks

La Jornada. México D. F., 20 mars 2004

Washington et New York, 19 mars. Le gouvernement de George W. Bush abandonne son compromis rhétorique de soutien aux gouvernements démocratiquement élus et annonce qu'il se réserve le droit de s'opposer à eux, et même de promouvoir le changement de régime s'il estime qu'ils ont « échoué » ou qu'ils ne soutiennent pas les Etats-Unis.

L'intervention des Etats-Unis dans la politique intérieure des pays latino-américains n'est pas une nouveauté, mais ces dernières années Bush, comme son prédécesseur, a répété que la norme était le soutien total à tout gouvernement issu d'un processus électoral constitutionnel, et il a cherché à garder la plus grande discrétion sur ses opinions politiques à l'égard des régimes qui arrivent au pouvoir par les urnes.

Voilà quelle a été sa ligne politique fondamentale dans les forums officiels, tels que les sommets des Amériques et le débat sur l'ALCA. Mais maintenant elle a changé. La nouvelle politique a été défendue par la conseillère à la Sécurité nationale de la Maison blanche, Condoleezza Rice.

Commentant à NBC News la destitution de Jean-Bertrand Aristide, Rice a déclaré : « Nous croyons que le président a, dans un certain sens, perdu son aptitude à diriger son peuple parce qu'il n'a pas gouverné démocratiquement. »

Quelques jours plus tard, un autre haut fonctionnaire de la Maison blanche a expliqué que la même politique s'appliquait aux élections de dimanche prochain (du 21 mars 2004) au Salvador. « Nous sommes préoccupés par l'impact qu'aurait le triomphe du FMLN (Front Farabundo Marti de Libération nationale) sur les relations commerciales, économiques et migratoires entre les Etats-Unis et le Salvador », a déclaré Otto Reich, l'envoyé spécial de la Maison blanche en l'Amérique latine.

Cette intervention directe dans les affaires politiques intérieures du Salvador ne laisse planer aucun doute sur le nom du bénéficiaire du soutien de la Maison Blanche aux élections présidentielles de ce pays. Reich a non seulement tenu ces propos, mais il les a répétés lors d'une conférence de presse par téléphone aux journalistes convoqués au siège électoral de la coalition de droite Arena, selon des interprétations de la presse du Salvador.

Reich a ajouté : « Nous ne pourrions pas avoir la même confiance dans un Salvador dirigé par une personne qui admire ouvertement Fidel Castro et Hugo Chávez. »

Bien que les commentaires de Reich ne soient pas surprenants, vu que ses positions sont connues de longue date dans cet hémisphère, ils confirment que ces positions appartiennent à la nouvelle ligne de la politique étrangère de Bush.

Ainsi la Maison blanche a-t-elle abandonné de fait la Charte démocratique de l'Organisation des Etats américains [\[1\]](#) signée il y a seulement trois ans, laquelle oblige les Etats à s'engager à pleinement respecter, promouvoir et soutenir les processus démocratiques constitutionnels et la défense de ces gouvernements quand ils se trouvent menacés par des forces extra-constitutionnelles.

Robert Pastor, vice-président des affaires internationales de l'American University a déclaré dans un entretien à la Jornada que les commentaires de Rice étaient « décourageants ».

Il a remarqué qu' « au bout du compte, elle a abandonné la prémisse constitutionnelle, l'accord constitutionnel en Haïti, en raison des actes de Washington. Il y a un enjeu très important là-bas et dans l'hémisphère sur la manière correcte de mettre en pratique la Charte démocratique ».

Statu quo politique raté

Les fonctionnaires répètent qu'ils n'ont pas l'intention de modifier ou d'amender la Charte démocratique. Dans une conversation avec des journalistes, Peter DeShazo, sous-secrétaire d'Etat adjoint pour l'Hémisphère occidental, a affirmé qu'il n'y avait pas d'intention de modifier le sens de ce document.

Mais dans la même conversation, DeShazo a enrichi d'une nouvelle phrase le langage diplomatique, qualifiant le gouvernement d'Aristide de « statu quo politique raté » qui ne justifiait pas le soutien des Etats-Unis.

Après avoir reconnu qu'Aristide avait sollicité un soutien international pour défendre son gouvernement, DeShazo fit remarquer que « nous avons perçu le statut politique en Haïti à la veille de son départ comme un statu quo raté pour la défense duquel nous n'étions pas disposés à risquer des troupes ».

« Voilà que s'établit un précédent très préoccupant pour toute la région », pense Michael Shifter, de Diálogo Interamericano, dans un entretien avec le journaliste Jim Lobe : « Beaucoup de gouvernements latino-américains sont chancelants. Les gens mécontents de leurs gouvernements percevront dans la ligne de Washington une manière de s'en débarrasser s'ils déplaisent aussi au gouvernement Bush. Par conséquent, il n'y a pas d'incitation à réaliser la négociation politique qu'implique une démocratie et à chercher des solutions pacifiques. »

De fait, un scandale a éclaté suite à ce qu'on estime être les manoeuvres politiques trop publiques du gouvernement Bush dans le coup d'Etat manqué contre Chávez au Venezuela. Mais il semble maintenant qu'on a pris la décision de ne pas se cacher derrière cette rhétorique « démocratique » mais simplement d'exprimer, d'une manière plus explicite, la position de Washington devant les résultats de la volonté majoritaire de certains peuples si elle n'est pas acceptable.

D'une manière certaine, c'est un retour à la position exprimée par Henry Kissinger en justification de l'intervention politique au Chili pour renverser Salvador Allende.

Peu avant l'élection, le conseiller à la Sécurité nationale de l'époque était assez explicite : « Je ne crois pas que nous devrions éluder le fait que la prise de pouvoir par Allende au Chili poserait des problèmes considérables pour nous et pour les forces démocratiques et pro-états-uniennes de l'Amérique latine, et de fait pour tout l'hémisphère occidental. »

Quelques mois après, le président Richard Nixon déclara, en acceptant les lettres de créance du nouvel ambassadeur d'Allende à Washington, qu'« aucune nation ne peut ignorer les droits des autres, ou les normes internationales de comportement essentielles à la paix et à l'interaction mutuellement bénéfique. Pour notre part, ce gouvernement et cette nation se sont engagés à respecter mutuellement l'indépendance, la diversité et les droits et les obligations internationales ».

A ce même moment, le plan pour renverser Allende était déjà en marche. Quelques années plus tard, cet ambassadeur, Orlando Letelier, allait être la victime du pire attentat terroriste jamais réalisé à Washington à cette date.

Maintenant, pour le moins, avec la nouvelle ligne explicite de Bush, les choses sont dites franchement.

Traduction : Hapifil, pour [RISAL](#).

Post-scriptum :

Note :

[1] La Charte démocratique interaméricaine est un accord inspiré par Washington qui avait été approuvé à Lima, au Pérou au lendemain du 11 septembre, et qui vise à permettre à l'OEA d'agir « lorsqu'il se produit dans un État membre des situations susceptibles d'avoir des incidences sur le déroulement du processus politique, institutionnel et démocratique ou sur l'exercice légitime du pouvoir ». Des sanctions peuvent ainsi être prises contre un pays quand il y a « interruption inconstitutionnelle de l'ordre démocratique ou l'altération de l'ordre constitutionnel qui menace sérieusement l'ordre démocratique dans un État membre de l'OEA ». Évidemment Washington reste le juge suprême en matière d'existence de « l'ordre démocratique ». (RISAL)